

## AIN-DEFLA

# Nuit mouvementée au quartier Boutane, à Khemis-Miliana

Depuis longtemps le quartier Boutane, au sud du nouveau quartier Essalam, est programmé pour être éradiqué. 59 familles y ont été recensées, 41 logements ont été alloués, 23 familles ont accepté de déménager. C'est ce qu'elles firent avec l'aide des services communaux.

L'opération de relogement a été entamée vendredi matin. Pour le reste des familles, il n'était pas question de déménager sans que d'autres logements soient attribués, avançant que plusieurs familles vivaient sous le même toit dans la promiscuité, alors "se retrouver dans des F3 ou F2... pas question", ont-elles protesté.

Après plusieurs tergiversations, promesse leur a été faite que la situation des familles restantes allaient être examinée au cas pas cas mais aussi que les 23 maisons vidées de leurs habitants relégués allaient être détruites. Refus de la part de ceux qui n'ont pas voulu démé-

nager. "On ne touche pas à ces maisons tant que notre situation ne sera pas prise en charge." Pas question non plus de surseoir à la destruction, décident les autorités.

En prévision d'éventuels troubles, un important service d'ordre et de protection des bâtiments publics a été mis en place samedi dans la journée. Les engins, protégés par les services de sécurité, se sont mis en branle pour opérer la destruction des maisons vidées et déjà "désossées" vers 18h30, samedi, mais ils se sont heurtés à l'écran formé par les habitants "pour défendre ces maisons où ne restaient que les murs". La tension arriva à son summum quand les services de sécurité sont intervenus. Jets de pierres, cocktails Molotov sur les engins, empoignades puis échouffourées et ce, jusque tard dans la nuit. Incommodés par les gaz lacrymogènes, des femmes, des enfants et des personnes âgées ont été évacués vers l'hôpital.

Quelques policiers blessés légèrement par les jets de pierres, des vitres brisées au niveau de l'antenne administrative et de la salle de soins, une émeute en pleine nuit et courses poursuites dans le quartier Essalam tout proche, a été le bilan de cette nuit.

Les bruits les plus fous ont couru durant la nuit de samedi à dimanche faisant état de 13 morts...

Renseignements pris, seuls une mère et ses deux enfants ont passé la nuit à l'hôpital en observation et sont sortis d'ailleurs

dimanche dans la matinée.

Dimanche vers 9 h, l'opération de destruction des maisons libérées a été entreprise, cette fois, dans le calme mais toujours sous la vigilance des éléments de la BMPJ.

Des sources sécuritaires indiquent qu'une trentaine de jeunes ont été interpellés et que seulement 8 ont été placés en garde à vue. Le site, une fois récupéré, servira à la construction d'un ensemble de logements LSP, nous a-t-on indiqué.

Karim O.

## BLIDA

# Mise sur pied d'un programme de réhabilitation des communes

De sources proches de la wilaya de Blida, nous avons appris qu'une commission intersectorielle ayant pour mission d'améliorer le cadre de vie des 25 communes que compte la wilaya et plus particulièrement le chef-lieu vient d'être installée par le wali qui accorde une importance capitale à l'embellissement de ces communes d'autant qu'il y est constaté une dégradation flagrante du cadre de vie.

Ainsi, et pour des considérations esthétiques, le cadre bâti fera l'objet de rénovation et autre restructuration, nous fait-on savoir.

Cinq groupes de travail ont été mis sur pied. Ils sont composés de directeurs des différents services extérieurs de la wilaya.

Ces groupes auront pour objectif, entre autres, de mettre en exergue un plan et une méthode de travail qui permettront de rendre meilleur le cadre de vie à travers le renforcement de l'assainissement, des réseaux d'eau potable, du transport urbain, de l'éclairage public, du bitumage des rues et venelles ainsi que l'aménagement des trottoirs.

Le wali de Blida a, à chaque sortie sur le terrain, mis l'accent sur la portée de ces actions en rappelant l'importance du consolidation du cadre de vie des citoyens.

Les élus locaux ont été à chaque fois appelés par le wali à faire preuve d'énergie et de détermination pour que leurs administrés jouissent de toutes

les attributions à même de leur permettre de vivre dans un environnement décent.

A ce propos, nous apprenons que ce plan de réhabilitation concernera 709 cités d'habitation éparpillées à travers la wilaya de Blida. Une enveloppe financière de 149 millions de dinars leur a été consacrée.

L'une des préoccupations du wali de Blida, apprend-on, est l'assainissement des communes. Pour le premier responsable de l'exécutif, l'organisation de l'enlèvement des ordures ménagères revêt un intérêt particulier ainsi que celui de l'enfouissement des déchets solides, ceux-là mêmes qui réduiraient la charge de l'unité de compostage de Béni Mered qui subit une surexploitation.

Par ailleurs, le volet du commerce informel qui engorge les rues des villes a été pris à bras-le-corps par le wali qui a donné instruction à la Direction du commerce de réfléchir sur un plan de réorganisation de ce commerce par la mise en place de marchés au niveau des quartiers.

Pour le choix des sites, une commission a été installée et veillera à l'application de ces mesures qui tendent à rendre plus fluides les rues et ruelles squattées par les indus commerçants.

A ce titre, les élus locaux doivent s'impliquer davantage, a insisté le wali, pour que l'action de développement se concrétise.

M. B.

## TIZI-OUZOU / A PROPOS DE LA DECLARATION DU FLN La riposte du RCD

La controverse, née au lendemain de la déclaration des militants FLN d'Azeffouf, accusant l'exécutif communal à majorité RCD d'immobilisme et source de tous les maux inhérents au quotidien de leur ville, continue de nourrir les débats dans la localité et même en dehors comme ce fut le cas de l'intervention du maire de Fréha, dont les propos ont été rapportés dans ces mêmes colonnes. Aussi suscite-t-elle l'ire des militants RCD du conseil communal de la ville balnéaire qui nous ont fait parvenir une déclaration dans le but, disent-ils, de rétablir la vérité. D'emblée, ils récusent les qualificatifs comme l'immobilisme, l'incurie ou encore l'absurdité attribués à la gestion de l'actuel maire. Et quand ils citent le passage où le FLN prend les citoyens à témoin, c'est pour s'étonner davantage en assénant : "Enfin, le FLN qui a privé l'Algérien des attributs de la citoyenneté reconnaît après 44 ans de retard qu'il y a des citoyens à Azeffouf !"

Concernant la gestion locale, les militants du Rassemblement ont fait une rétrospective des années FLN qui ont fait, annoncent-ils, "du chef-lieu communal une cité rurale, c'était du provisoire qui a beaucoup duré". Pour preuve, ils citent l'exemple de la cité pépinière ou le lotissement Aït-Naim "sans viabilisation depuis 1982, des lots de terrain étaient vendus à des particuliers pour construire des maisons individuelles qui sont devenues pour la plupart des résidences secondaires, le reste demeure toujours en chantier". Les membres du conseil communal estiment qu'à travers cette manière de faire les FLNistes avaient bradé "l'unique terrain communal valable pour la construction d'une ville à Azeffouf".

En outre, les militants du RCD se défendent de quelques promesses démagogiques émises lors de leur campagne et font, à juste titre, un comparatif des promesses tenues par ces mêmes accusateurs où il était question de la détention par le FLN "d'une manne financière du pays pour réaliser des miracles à Azeffouf", et de répondre à l'appel parrainé par la déclaration, objet de toute cette controverse, qu'"aujourd'hui ceux qui exigent des plus hautes autorités d'intervenir ne sont pas au diapason de l'histoire (...) désormais le pouvoir s'acquiert par les urnes et que l'histoire ne revient pas en arrière". Plus loin, en guise de conclusion, nous pouvons lire : "Le FLN qui a réussi le fiasco à Azeffouf de 1962 à 1995 et qui s'est tenu au silence radio de 1995 à 2005, sa panique et son agitation actuelles sont une preuve de la réussite des élus RCD".

F. B.

## BOUMERDES / SIT-IN DES CITOYENS DEVANT L'APC DE CHABET EL-AMEUR

# L'eau, la décharge publique et un marché anarchique au menu de la protestation

Des dizaines de citoyens de la ville de Chabet El-Ameur dans la wilaya de Boumerdes ont observé lundi un sit-in devant le siège de leur APC. Les protestataires demandaient le droit à l'alimentation en eau potable de leurs foyers.

A l'occasion, ils ont exigé également de la commune la délocalisation de la décharge publique implantée pas loin de la cité 5-Juillet et le transfert du marché qui obstrue l'entrée de la ville. Il y a lieu de rappeler que les policiers nouvellement installés dans cette ville ont fait la même demande au maire au sujet de ce marché qui, en plus des débris qu'il engendre, gêne énormément la circulation piétonne et automobile dans la principale entrée de l'agglomération. "Ce souk anarchique pose un problème sécuritaire qui pourrait devenir très grave en cas d'attentat terroriste", nous a déclaré un officier de police. Lors de la réunion qui a précédé cette protestation, les responsables de l'ADE se sont engagés à résorber les problèmes liés à l'alimentation de la localité en eau, et ce, très rapidement. S'agissant du marché et de la décharge publique, le maire a demandé à la société civile de s'associer dans deux commissions différentes pour choisir les terrains pouvant accueillir ces deux infrastructures.

Abachi L.

## BOUIRA

# Saisie de 25 740 boîtes de lait périmé

Les services de police ont, dans la nuit du 14 au 15 novembre derniers, intercepté au niveau du barrage fixe situé à l'entrée nord de la ville de Bouira un camion transportant des boîtes de lait impropre à la consommation.

Cette opération entrant dans le cadre de la lutte contre la commercialisation des denrées alimentaires avariées a permis aux services de police de saisir 25 740 boîtes de lait de marque Régilait périmé en sachets de 250 g mis dans des boîtes de la marque française FranceLait de 500 g.

En outre, la police a procédé à l'arrestation des chauffeurs des deux camions ainsi qu'une troisième personne, le propriétaire de la marchandise, qui était à bord d'un véhicule escortant les deux camions. Les trois personnes ont été présentées dimanche dernier devant le procureur de Bouira qui les a confiées au doyen des juges d'instruction.

Y. Y.